

Il faut sauver le soldat... RAN

Tribune - Opinions - Jonasy Joelson - 05/11/12

En 2009, il fut l'un des principaux acteurs d'un putsch militaro-civil censé libérer Madagascar du joug d'un mandataire jugé trop encombrant. Septembre 2011, une feuille de route signée par une grande majorité des partis politiques lui conféra le statut de chef d'Etat. Presque quatre ans durant, il est aux commandes d'une des transitions la plus désastreuse au monde et aurait l'ambition de se présenter à la prochaine présidentielle. A quelques encablures de l'échéance électorale du 8 Mai 2013, il est pourtant moins sûr que Rajoelina Andry Nirina (RAN), puisque c'est de lui qu'il s'agit (et non pas de Matt Damon du « Saving Private Ryan » de Steven Spielberg), puisse briguer aisément la magistrature suprême. Les raisons en sont multiples : un taux de chômage trop élevé, des alliés hétéroclites et soutien incertain de la France. Autant d'embûches qui handicaperaient l'actuel locataire d'Ambohitsorohitra à redevenir l'occupant légitime de ce palais d'Etat tant envié.

Rappelons que la conjoncture socio-économique de Madagascar s'est sérieusement détériorée depuis que ses bailleurs traditionnels ont mis un coup d'arrêt au robinet des financements et que les USA ont fermé aux malgaches la porte de l'AGOA, suite au putsch de 2009. Il est évident que cette vague de sanctions a causé au pays, sur le plan social, de dégâts difficilement réparables. Plusieurs entreprises, en grande majorité des usines de la zone franche, ont mis les clés sous la porte engendrant ainsi un licenciement massif de travailleurs au point de grossir sensiblement le nombre des chômeurs de la grande île où la création d'emplois fait cruellement déjà défaut depuis belle lurette.

Livrés à eux mêmes, la plupart de ces sans-emplois se mettent au petit commerce afin d'assurer leur survie. Dès lors, le secteur informel devient le terreau favorable à la prolifération de divers commerces illicites où une masse énorme d'argent circule, sans pour autant influencer sur les objectifs macro-économiques du pays, de par l'impossibilité du fisc à y mettre convenablement son nez. Qui plus est, ce palliatif ne paraît pas suffisamment rémunérant pour résoudre le problème d'un pouvoir d'achat malmené par une inflation consécutive à la forte hausse du coût de la vie depuis la crise politique de 2009.

D'autres chômeurs ne trouvent mieux que de s'adonner au banditisme de façon à aggraver dramatiquement l'insécurité dans plusieurs régions de Madagascar. Le taux élevé du chômage des jeunes n'est pas étranger, semble-t-il, à l'accroissement du phénomène dahalo en milieu rural, un fléau qui ne fait que compliquer davantage la tâche du candidat RAN dans son projet de reconquérir Ambohitsorohitra par la voie des urnes. Dans la mesure où des voix se font entendre, en l'occurrence celles du Parlement, fustigeant les atrocités commises par les forces spéciales dans le cadre de leur mission de traquer Remenabila dans le sud de Madagascar, une opération dite « Tandroka » dont le Président de la transition malgache s'est affiché lui-même comme étant le principal initiateur.

Le prétendu libérateur RAN n'a pas été le seul à « débarquer » pour renverser le régime Ravalomanana. Il avait été soutenu par des compagnons de lutte issus de diverses formations politiques dont la plupart sont en train de lui tourner le dos.

Parmi ses frères d'armes figure en première position le PSDUM (Parti Social-Démocrate pour l'Union de Madagascar) de Lahiniriko Jean, une des principales composantes de l'UDR-C (L'Union des Démocrates et des Républicains pour le Changement). Lors de son dernier congrès à Toliara, Cet allié de première heure du locataire d'Ambohitsorohitra, ne s'est pas prononcé ouvertement en faveur de sa candidature à la prochaine présidentielle. Lahiniriko Jean, son Président, entretenait le flou en se contentant d'affirmer que son parti souhaite se concerter avec la plateforme UDR-C avant de se positionner sur ce sujet.

Bien avant le PSDUM, le parti Monima a déjà manifesté sa défection vis-à-vis du Patron de la transition, et ce depuis le départ de son Président Monja Roindefo de Mahazoarivo. Et pourtant, comme tout le monde le sait, ce fils du Sud a été l'un des fidèles lieutenants de Rajoelina Andry Nirina pendant les événements de 2009. C'était à lui, du reste, qu'il avait confié la mission d'envahir le palais d'Ambohitsorohitra le 7 février

2009. Sauf un revirement de dernière minute au nom d'un probable positionnement dit à géométrie variable, il est presque sûr que le Monima ne soutiendra pas le candidat Rajoelina Andry Nirina lors de la prochaine présidentielle. Il y a quelques jours, son Président Monja Roindefo a déjà, d'ailleurs, confirmé son ambition présidentielle lors d'une conférence de presse organisée à son domicile à Antsakaviro, une occasion qui lui a permis également d'annoncer son programme social « Madagasikara Mahafinaritra ».

En ce qui concerne l'Escopol (Espace de Concertation Politique), bien qu'il soit difficile de situer la ligne de conduite de cette entité, une chose est sûre : le MTS (Malagasy Tonga Saina), une des composantes de poids de cette plateforme, alignera son Président Roland Ratsiraka à la course à la magistrature suprême. Dans son site internet, le Président du MTS affiche ouvertement son intention d'affronter les urnes et se déclare « ne craindre aucun candidat ».

Inimaginable également que le MDM (Miara-mientana ho a'ny Democrasia eto Madagasikara) ne soit pas tenté de présenter son Patron Pierrot Rajaonarivelo à la prochaine échéance présidentielle. Il faut noter qu'à aucun moment, l'actuel Ministre des Affaires Etrangères n'a manifesté son soutien à la candidature de Rajoelina à la prochaine présidentielle. En revanche, lors de son déplacement à Antsiranana, le 4 Septembre dernier, sa base lui a presque mis la pression pour qu'il affronte les urnes lors de ce prochain rendez-vous électoral.

Hormis le parti TGV (Tanora Gasy Vonona), les AS (Autres Sensibilités) restent la seule formation qui ne souhaite pas se démarquer du Chef de la transition. Voninahitsy Jean Eugène, son Président, ne manque pas l'occasion de réitérer son soutien indéfectible à Rajoelina Andry Nirina. Mais, connaissant la versatilité du comportement politique de l'ancien député de Maintirano, il faut être un très bon devin pour pouvoir prédire son choix définitif parmi les candidats présents au starting-block, à la veille du 8 mai 2013.

A défaut d'un soutien local, Rajoelina pouvait compter sur la France pour gagner la présidentielle, sachant qu'en Afrique, notamment dans les anciennes colonies françaises comme Madagascar, les présidentielles sont tributaires du positionnement de l'Hexagone qui, grâce aux réseaux mafieux de la Françafrique, ne s'embarrasse pas pour imposer et faire gagner le candidat qu'elle juge apte à défendre ses intérêts économiques et disposé à ne pas contrecarrer ses objectifs tant géopolitiques que géostratégiques.

Bien d'observateurs politiques soutiennent la thèse selon laquelle la France de Sarkozy avait flirté avec le jeune Président de la transition et voulait faire passer cette pilule aux malgaches. Les allers et retours à Madagascar de l'avocat proche de Nicolas Sarkozy, Robert Bourgi, sont interprétés, à tort ou à raison, comme une accointance de l'Elysée avec Ambohitsorohitra et une tentative, selon certaines indiscretions, de faire le forcing, par l'organisation anticipée d'une présidentielle, afin de légitimer à tout prix l'accession de Rajoelina à la magistrature suprême. Des membres de la diaspora malgache en France avaient été les premiers à flairer ce manège et ont alerté l'opinion à travers des articles de presse. Les internautes ont le privilège de savourer les analyses de Patrick Rakotomalala alias Lalatiana Pitchboule sur le dossier Françafrique à travers son blog « Madagoravox ». L'association GTT (Gasy Tia tanindrazana) en France ne cesse de faire connaître ce danger menaçant la jeune République malgache, à travers une multitude de sites web, en jetant ouvertement l'anathème sur la France de Sarkozy. Ils sont tous unanimes à dire que la Françafrique s'activait discrètement pour fausser le jeu démocratique à Madagascar et que la France semble avoir pris position en faveur de Rajoelina Andry Nirina, en dépit de la toute première déclaration du Président Sarkozy sur le dossier malgache où il a publiquement condamné l'évènement de Mars 2009 comme un coup d'Etat.

Seulement, la donne a changé depuis que, en France, la gauche est revenue aux affaires. En effet, le Président Hollande est bien déterminé à rectifier le tropisme trop fort de Nicolas Sarkozy à la Françafrique, souhaite même rompre avec ses réseaux mafieux et ne formule que le vœu de pouvoir vite mettre en place avec le continent africain une relation « dépassionnée et durable ». Bref, Le nouveau locataire de l'Elysée tenait à rompre avec la Françafrique et n'a pas hésité à déclarer depuis la capitale sénégalaise ces mots : « Le temps de la Françafrique est révolu, ... Il y a la France et l'Afrique. Avec des relations fondées sur le respect, la clarté et la solidarité. »

La fraîche déclaration des parlementaires français regroupés au sein de l'association France-Madagascar lors de leur passage à Madagascar me semble certifier le changement au niveau de la politique étrangère de la France. Quand ce groupe a souhaité l'organisation d'une élection ouverte à tous et une amnistie large, l'on ne peut s'empêcher de penser à un bouleversement notable au niveau la diplomatie française sur la gestion de la crise malgache. Car ce genre de déclaration sous-entend que le France n'a pas un poulain à protéger, sinon elle n'aurait pas pris le risque d'ouvrir une brèche permettant à un candidat d'envergure comme Marc Ravalomanana de participer à la compétition présidentielle.

La question qui se pose maintenant c'est de savoir si la Françafrique est bien enterrée par la nouvelle France de Hollande. Si c'est vraiment le cas, par quel miracle et vertu de quoi, la France se hasardera-t-elle à réviser son orthodoxie diplomatique ? Comment peut-elle rester indifférente au sort de sa ZEE (Zone d'Exclusivité Economique), cet espace maritime de 640.400km² qu'elle s'appropriera depuis les années 60 au dépend de Madagascar, se désintéresser du devenir de l'île de Juan de Nova des îles éparses où une masse importante de gaz vient d'être découverte, faire abstraction de ses intérêts économiques à Madagascar et jeter en pâture ses milliers d'entreprises s'y trouvant.. Autant de questions auxquelles il serait utile de répondre pour avoir le cœur net sur l'évolution de la diplomatie française par rapport à notre crise.

La chance de Rajoelina à gagner la confiance des électeurs demeure hypothétique tant que son équipe ne saurait apporter les mesures appropriées pour détruire un à un tous les écueils susceptibles d'entraver son accession à la magistrature suprême. Le problème du chômage doit être résolu très rapidement par le retour de l'emploi, sans lequel tout effort déployé pour combattre l'insécurité demeure inefficace. Par ailleurs, la reconquête des alliés est plus que nécessaire afin de ne pas isoler le candidat Rajoelina dans son couloir de course. Je ne pense pas que le parti TGV soit assez puissant et omniprésent pour lui assurer tout seul sa victoire aux urnes. Sur le plan diplomatique, il est du devoir de la troupe à Rajoelina de tout mettre en œuvre pour séduire de nouveau la France, ce grand pays historiquement très proche de la grande île et qui reste à ce jour son premier partenaire économique. Autrement, je doute fort qu'il soit possible, pour son team ou son comité de soutien, de « sauver » le soldat...RAN dans son aventure présidentielle, si tant est qu'il s'y engage pour de vrai.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Il-faut-sauver-le-soldat-RAN,18108.html>